

FRA 1110 ST

FÉVRIER 1987

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

L'ANNÉE
1986
ET LE PREMIER SEMESTRE 1987

SUPPLÉMENT A TENDANCES DE LA CONJONCTURE

INSEE-BIBC



30000313530



institut national de la statistique et des études économiques

PUBLICATIONS DE L'INSEE

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

La revue mensuelle d'information **Économie et statistique** se situe au centre de l'appareil de diffusion de l'INSEE. Sous forme d'études, de dossiers et d'articles accessibles à toute personne s'intéressant à l'économie, elle s'attache à présenter clairement les résultats essentiels obtenus par l'Institut et la statistique française. Elle décrit également l'activité de l'INSEE, fait le point des informations quantitatives et des travaux qui sont ou seront disponibles. L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.

Abonnement 1 an (11 numéros)

Édition sur papier : France, 320 F; Etranger, 375 F. Le numéro : France, 34 F; Etranger, 40 F.

Édition sur microfiche : France, 134 F; Etranger, 168 F. Le numéro 16 F.

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Outil d'information et de réflexion, **Tendances de la conjoncture** est constitué de deux cahiers trimestriels et de plusieurs suppléments. Les cahiers trimestriels permettent de remettre à neuf périodiquement le stock des graphiques et des données (cahier 1: la conjoncture en 600 séries, graphiques sur dix ans; cahier 2: le mouvement économique de la France, 600 séries issues des comptes trimestriels, graphiques sur vingt ans). Trois suppléments complètent cet outil; chaque quinzaine les chiffres indispensables pour les mises à jour des graphiques; chaque mois un tableau de bord condensé en quelques graphiques essentiels; chaque trimestre la **Note de conjoncture** présente l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française.

Abonnement 1 an : France, 485 F; Etranger, 590 F. Le cahier trimestriel : France, 47 F; Etranger, 54 F.

NOTE DE CONJONCTURE

Quatre fois par an, la **Note de conjoncture de l'INSEE** présente l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française.

* La note de conjoncture fait aussi partie de l'abonnement à **Tendances de la conjoncture**.

Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 120 F; Etranger, 145 F. Le numéro : France, 35 F; Etranger, 41 F.

INFORMATIONS RAPIDES

Les **Informations rapides** constituent un service complémentaire de **Tendances de la conjoncture** : elles livrent dans les meilleurs délais la mise à jour de l'information conjoncturelle la plus récente. De brèves notes, tableaux de chiffres et communiqués (cent cinquante par an) permettent la mise à jour, entre deux parutions, des cahiers de graphiques trimestriels. Le service diffuse également les comptes rendus détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées auprès des industriels, des commerçants et des particuliers (cinquante cahiers par an environ) ainsi que les mises à jour des comptes trimestriels nationaux.

Abonnement 1 an : France, 1110 F; Etranger, 1360 F. Le cahier de résultats détaillés, 8 F.

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

Les **Annales d'Économie et de Statistique** publient quatre fois par an les résultats de recherches statistiques et économiques. Elles s'adressent particulièrement aux universitaires et chercheurs qui s'intéressent à la statistique mathématique, à la technique des sondages, à l'économétrie, à la théorie économique quantitative et à la programmation. Elles se proposent de servir au dialogue scientifique entre les cadres de l'INSEE et les spécialistes français ou étrangers des mêmes disciplines. L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.

Abonnement 1 an (4 numéros)

Édition sur papier : France, 320 F; Etranger, 385 F. Le numéro : France, 93 F; Etranger, 105 F.

Édition sur microfiche : France, 74 F; Etranger, 105 F. Le numéro, prix variable.

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Le **Bulletin mensuel de statistique** tient à jour cinq mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale et la démographie (emploi, industrie, commerce, prix, finances...). Ces statistiques recouvrent la France, les pays africains francophones, la Communauté Économique Européenne et divers pays étrangers. L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.

Abonnement 1 an (12 numéros).

Édition sur papier : France, 260 F; Etranger, 300 F. Le numéro : France, 25 F; Etranger, 31 F.

Édition sur microfiche : France, 134 F; Etranger, 168 F. Le numéro : 16 F.

BLOC-NOTES DE L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE DE PARIS

Pour mieux connaître l'information statistique, des repères documentaires sur les problèmes économiques du moment.

Abonnement 1 an (11 numéros) : France, 65 F; Etranger, 75 F. Le numéro : 10 F.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Trois fois par an, le **Bulletin Bibliographique** présente des analyses d'articles et d'ouvrages portant sur la méthodologie statistique appliquée ou applicable aux pays en voie de développement.

Abonnement 1 an (3 numéros) : France, 50 F; Etranger, 60 F. Le numéro : France, 18 F; Etranger, 22 F.

COURRIER DES STATISTIQUES

Quatre fois par an, une image globale de la vie du système statistique français.

Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 90 F; Etranger, 115 F. Le numéro : France, 26 F; Etranger, 29 F.

PUBLICATIONS RÉGIONALES DE L'INSEE

Sous un titre propre à chaque région, les directions régionales de l'INSEE publient, mensuellement ou trimestriellement, des revues sur les caractéristiques économiques, démographiques et sociales de la région et les résultats chiffrés disponibles dans les Observatoires Économiques Régionaux.

Prix des abonnements et nombre de livraisons variables selon les régions. Demande d'abonnement à adresser directement aux Observatoires Économiques Régionaux.

ECOFASH

Revue réalisée par l'INSEE et le CNDP. **Ecoflash** publie chaque mois en 4 pages, l'essentiel de l'information sur un thème économique ou social.

Abonnement (uniquement auprès du CNDP) 1 an (10 numéros) : France, 72 F; Etranger, 77 F. Le numéro : 8 F.

SCRIBECO

Revue bibliographique, SCRIBECO est le reflet fidèle du fonds documentaire de l'INSEE.

Abonnement 1 an (6 numéros) : France, 515 F; Etranger, 620 F. Le numéro : 125 F.

LES COLLECTIONS DE L'INSEE

Les **Collections de l'INSEE** publient, à raison de trois ouvrages par mois en moyenne, les résultats détaillés des études et des travaux de l'Institut, accompagnés des développements méthodologiques indispensables aux utilisateurs spécialisés. Cette matière est ventilée dans cinq séries distinctes. Série C, **Comptes et planification** : comptabilité nationale, projections, politique économique. Série D, **Démographie et emploi** : structures et évolution de la population totale et de la population active. Série E, **Entreprises** : structures et évolution du système productif industriel, agricole et commercial. Série M, **Ménages** : conditions de vie, consommation et revenus des ménages. Série R, **Régions** : espace économique, aménagement du territoire.

Tous les volumes des Collections de l'INSEE sont disponibles sur microfiche.

* La série "PREMIERS RÉSULTATS" diffusée gratuitement aux abonnés des "Collections de l'INSEE" permet de disposer rapidement des premiers résultats des enquêtes et travaux réalisés par l'Institut.

	Édition sur papier		Édition sur microfiche	
	France	Etranger	France	Etranger
Série C. "Comptes et planification" (8 volumes)	475 F	555 F	240 F	300 F
Série D. "Démographie et emploi" (10 volumes)	590 F	690 F	220 F	280 F
Série E. "Entreprises" (8 volumes)	475 F	555 F	240 F	300 F
Série M. "Ménages" (10 volumes)	590 F	690 F	220 F	280 F
Série R. "Régions" (4 volumes)	255 F	300 F	103 F	150 F
Abonnement groupé (36 volumes toutes séries réunies)				
Le numéro Prix variable	1940 F	2350 F	875 F	1135 F

E R R A T A

- page 39 - 19ème ligne : lire "APUC" et non pas "APJC"
- page 41 - titre : lire "ayant effet" et non pas "avant effet"
- page 42 - avant dernier paragraphe de l'encadré
lire 10,2 et non pas 9,9 Mds F
8,2 " " 7 "
1 " " 1,6 "
1,2 " " 0,6 "
- page 43 - (i) 4 premières colonnes du tableau
lire "MESURES CONCERNANT LES MENAGES" et non "LES ENTREPRISES"
- (ii) dernière ligne du tableau, 6ème colonne (1988)
lire "-12" et non pas "-2"
- page 45 - tableau "émissions sur le marché obligataire",
lère ligne, 2ème colonne : lire "96" et non pas "76"
- page 49 - graphique : la courbe en trait gras en bas du graphique ne remonte pas brutalement à droite
- page 70 - 8 lignes avant le bas de la page
lire "Peugeot 309" et non "305"
- page 71 - tableau : colonne "Tend. stocks Prod. finis" à chaque ligne, les deux dernières flèches doivent être décalées chacune d'un cran vers la gauche (elles se rapportent aux 3ème et 4ème trimestres respectivement)
- page 73 - dernière ligne du paragraphe "l'agriculture, les IAA, l'énergie"
lire "1985" et non pas "19875"
- page 75 - 3ème ligne du 2ème alinéa : lire "1985" et non pas "1986"
- page 77 - 5 lignes avant la fin : supprimer "les services non marchands"
- page 85 - 6ème ligne avant le bas de la page lire "9 points" et non pas "9%"
- page 89 - 3ème ligne avant la fin du chapeau
lire " premier semestre 1987" et non pas "premier trimestre 1987"

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
13 1987
BIBLIOTHÈQUE

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général : M. Edmond MALINVAUD / Direction générale : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services régionaux : Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen

SOMMAIRE

FEVRIER 1987

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 16 février 1987)

VUE D'ENSEMBLE	3
I - L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	9
1. Les modifications de la croissance dans les pays développés	
2. Le marché pétrolier mondial	
3. Les déséquilibres américains et la baisse du dollar	
4. La situation des pays en développement	
5. Les perspectives pour le premier semestre 1987	
II - LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS	19
1. Les échanges de produits manufacturés	
2. Les échanges énergétiques et agro-alimentaires	
3. Le solde douanier et la balance des paiements	
III - LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE	33
1. Les ressources des administrations publiques	
2. Les dépenses des administrations publiques	
3. La politique budgétaire	
4. Le contexte monétaire et financier en mutation	
IV - LES SALAIRES ET LES PRIX	53
1. Les salaires	
2. Les prix de détail	
3. L'enchaînement des prix : des coûts de production aux prix de consommation	
V - LA PRODUCTION	67
1. L'activité dans l'industrie manufacturière	
2. L'activité dans les autres secteurs	
3. La situation financière des entreprises et l'investissement	
VI - L'EMPLOI ET LE CHOMAGE	89
1. L'emploi	
2. Le chômage	
VII - LE REVENU ET LA DEMANDE DES MÉNAGES	99
1. Le revenu et le pouvoir d'achat	
2. L'évolution de la consommation par grands postes	
3. Les comportements de consommation	
4. L'épargne des ménages et ses contreparties	
ANNEXES	111

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le n° 24 du cahier bleu paraîtra le 25 mars 1987
- Le n° 21 du cahier vert paraîtra dans l'été 1987

AVERTISSEMENT

Cette note comporte une analyse précoce de l'évolution de l'économie française en 1986 et des tendances qui se dessinent pour le premier semestre 1987.

On sait qu'en raison du passage prochain en nouvelle base, les comptes nationaux trimestriels en ancienne base ont été interrompus depuis la parution des "Résultats Détaillés" relatifs au deuxième trimestre 1986.

On n'a donc pas pu, comme à l'accoutumée, fonder le diagnostic conjoncturel sur un chiffrage complet en termes de comptes trimestriels. Les éléments chiffrés qui figurent dans l'analyse proposée reposent donc essentiellement, pour les deux derniers trimestres de 1986 et les deux premiers de 1987, sur l'utilisation du modèle METRIC ainsi que sur celle des informations et jugements d'experts disponibles, mis en cohérence dans le cadre comptable trimestriel. Ces chiffres doivent le plus souvent être considérés comme des estimations ou des prévisions.

Lorsqu'il s'agit d'évaluations en volume aux prix de 1970, on rappelle que celles-ci ne pourront pas être directement confirmées ou infirmées par les chiffres correspondants en nouvelle base lorsqu'ils seront disponibles : elles ne sont donc fournies que pour illustrer les raisonnements.

CONVENTIONS

Les conventions adoptées sont celles de la note de février 1986 :

MA : moyenne annuelle

GA : glissement annuel (GAt : en termes trimestriels ; GAm : en termes mensuels)

GS : glissement semestriel (GSt : en termes trimestriels, GSm : en termes mensuels)

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

Le service de la conjoncture de l'INSEE souhaite la plus large diffusion et la meilleure utilisation de ses travaux. Toute reproduction de cette note est donc autorisée, sous réserve d'en indiquer la référence.

L'évolution de l'économie française en 1986 doit être analysée en profil plutôt qu'en moyenne. Interrompant une phase de reprise conjoncturelle ayant débuté à la mi-1985, une double cassure est en effet intervenue en milieu d'année : d'une part, la consommation des ménages a cessé de progresser ; d'autre part, le cours mondial du pétrole a amorcé un retournement à la hausse. Ces deux mouvements conditionnent l'évolution de l'activité et des prix au second semestre 1986, et vraisemblablement jusqu'à la mi-1987.

La demande intérieure finale hors stocks (consommation et investissement) croît fortement en 1986 (près de 6% en volume et en moyenne annuelle pour les produits manufacturés). Mais cette croissance a un profil contrasté, aussi bien en ce qui concerne la consommation des ménages que l'investissement des entreprises.

On sait que les ménages traduisent avec environ un trimestre de retard dans leur consommation les fluctuations de leur revenu. Or leur pouvoir d'achat cesse de progresser dès le deuxième trimestre 1986 après trois trimestres de hausse (celle-ci étant particulièrement vive au premier trimestre en raison notamment du ralentissement imprévu des prix). Dopée transitoirement au deuxième trimestre par les achats de matériel audiovisuel induits par la coupe du monde de football, la consommation des ménages se stabilise à partir du milieu de l'année. Évalués en termes trimestriels, les changements de rythme sont

nets : pour le pouvoir d'achat, le glissement de juillet 1985 à mars 1986 avait été de 3,7% ; il est de 0,3% entre avril et décembre 1986, et il pourrait n'être que de 0,1% au premier semestre 1987 ; pour le volume des achats de produits manufacturés, le glissement avait été de 6,9% entre juillet 1985 et juin 1986 ; il est de -0,4% entre juillet et décembre 1986, et ne serait que de 0,2% au cours du premier semestre 1987.

L'évolution de l'investissement des entreprises est également heurtée. Si la croissance du volume de leur investissement productif (hors logement), en partie acquise fin 1985, est plus forte d'environ 1 1/2 à 2 points en 1986 par rapport à 1985, cette progression, particulièrement vive au deuxième trimestre, semble s'être interrompue à partir du milieu de l'année, du moins selon les informations actuellement disponibles.

Au total, après avoir augmenté en glissement d'un peu plus de 4% au second semestre 1985, et à nouveau de 5% au premier semestre 1986, le volume de la demande intérieure finale hors stocks en produits manufacturés baisse au cours du second semestre (-2%). La demande finale hors stocks a un profil analogue bien que l'évolution semestrielle des exportations (cf plus loin) soit plus lisse.

*

* *

Cette rupture en milieu d'année 1986 dans l'évolution de la demande intérieure finale hors stocks ne semble pas avoir été aussitôt perçue par les producteurs et les distributeurs. Aussi, après un deuxième trimestre où la baisse du premier trimestre avait été compensée, la production manufacturière continue à croître au troisième trimestre (+1%) et ne se serait ralentie qu'au quatrième (+0,3%). Un stockage important s'opère donc au second semestre, au cours duquel l'augmentation des stocks en produits manufacturés avoisinerait 10 milliards de F 70 ; en fin d'année, ce sont surtout les stocks de produits finis qui apparaissent excessifs dans l'industrie, ceux de matières premières et de demi-produits ayant déjà été partiellement ajustés en baisse.

Ce mouvement d'ensemble de la production et des stocks recouvre des évolutions différentes selon les secteurs. Le secteur automobile se distingue en 1986 par son dynamisme : les goûts des consommateurs pour les nouveaux modèles et le regain de pouvoir d'achat qu'ils ont eu en début d'année les portent à rénover un parc qui vieillissait depuis quelques années ; la demande étrangère est également favorable. Aussi les stocks de véhicules automobiles sont particulièrement bas. Au contraire, la production de biens d'équipement professionnel ne semble pas avoir accompagné la croissance de l'investissement, et baisse en glissement sur l'ensemble de l'année, tandis que s'alourdissent les stocks.

*

* *

Ce stockage involontaire en produits manufacturés aurait été moindre si la reprise des exportations au troisième trimestre s'était étendue au quatrième. Tel n'a pas été le cas et c'est à peine si le volume des ventes à l'étranger a progressé en glissement au cours du second semestre.

En effet, la demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France n'a pas cessé de ralentir à partir du deuxième trimestre, malgré

la bonne santé affichée par l'Allemagne. On avait, en début d'année, jugé que la chute du prix du baril de pétrole entraînerait mécaniquement un important transfert de pouvoir d'achat des pays producteurs vers les pays importateurs de pétrole (dont la plupart des pays de l'OCDE) et induirait chez ceux-ci un supplément d'activité notable et donc un surcroît d'importations de leur part.

En fait, malgré une baisse des cours du pétrole au premier semestre plus forte qu'anticipé, ces espoirs ont été déçus : les pays producteurs de pétrole ont fortement réduit leurs importations, le supplément de croissance s'est fait attendre, et il n'a pas eu l'ampleur escomptée. Au total, la croissance de la demande mondiale adressée à la France est inférieure à 3% en moyenne sur l'année, tandis que fin 1986-début 1987 elle ne dépasse pas 2% en rythme annuel. Par ailleurs, une forte baisse du dollar a permis au groupe des pays nouvellement industrialisés, dont la monnaie est liée à la devise américaine, de faire la démonstration de leur compétitivité sur la scène mondiale où ils ont vraisemblablement accru sensiblement leurs parts de marché. Aussi, sur l'année 1986, les pertes de parts de marché des exportateurs français semblent être du même ordre de grandeur qu'en 1985. On comprend que les exportations ne tirent guère la croissance de la production cette année.

Au contraire, l'augmentation des importations est forte, particulièrement en milieu d'année. Compte tenu de la croissance de la demande intérieure et de l'ouverture tendancielle du marché français aux produits étrangers, le gonflement de 8,5% du volume des achats de produits manufacturés à l'extérieur ne surprend toutefois pas.

L'évolution défavorable du taux de couverture en volume des produits manufacturés qui en résulte en 1986 (-8 points) n'est pas compensée par une amélioration des termes de l'échange. Aussi la réduction de l'excédent manufacturier est considérable : il passe en effet de 89 milliards en 1985 à 36 milliards en 1986.

Cette dégradation ne se voit pas dans le solde de la balance commerciale qui, en termes FAB-FAB, s'améliore d'un peu plus de 30 milliards et cesse d'être déficitaire en 1986. C'est que, corrélativement, la baisse du prix du pétrole a permis de réduire de moitié la facture énergétique, passée de 181 à 90 milliards entre 1985 et 1986.

*

* *

Au total, en termes d'activité, le bilan de l'année 1986 est mitigé : si la production a significativement augmenté par rapport à 1985 (le supplément de croissance pourrait être de l'ordre d'un point pour le PIB marchand), cette croissance sert en partie, notamment au second semestre, à augmenter des stocks que ne justifie pas l'état de la demande. Elle permet certes d'assurer la stabilisation de l'emploi total grâce à une légère progression de l'emploi salarié due surtout à la vive activité du secteur des Services et à la reprise du BTP. Mais l'appareil productif n'a toujours pas été en mesure de répondre complètement à la croissance de la demande intérieure au premier semestre. Aussi le taux de chômage se remet à croître, s'établissant en fin d'année à 10,7% de la population active ; les effets favorables des mesures pour l'emploi des jeunes sont en effet neutralisées par la progression du chômage des adultes.

La baisse des prix du pétrole n'a pas eu pour seule conséquence de réduire la facture pétrolière. Elle a également permis un ralentissement de l'inflation plus marqué qu'on l'espérait, particulièrement au premier semestre. En glissement sur l'année 1986, la hausse des prix de détail est de 2,1%, soit un chiffre inférieur à un objectif pourtant déjà révisé en baisse entre l'automne 1985 et le printemps 1986. Sur les 2,6 points de ralentissement de l'indice par rapport à 1985, la baisse du poste "énergie" en explique directement 1,6 point. Hors énergie, le glissement des prix a cependant également ralenti, de 1,2 point (à comparer à un ralentissement de 1 point entre 1984 et 1985).

Ce ralentissement des prix a profité aux ménages auxquels il a assuré des gains inattendus de pouvoir d'achat. Pourtant les salaires ont également ralenti : en glissement annuel, le taux de salaire horaire ouvrier aurait progressé de 3,2% (après 5,3% en 1985). Aussi les entreprises ont bénéficié à la fois de ce ralentissement des coûts salariaux et de celui du coût de leurs consommations intermédiaires lié à la baisse des prix de l'énergie et des matières premières importées. A tous les stades du circuit production-distribution, elles n'ont répercuté qu'une partie du ralentissement de leurs coûts dans celui de leurs prix. Aussi, sans qu'il soit encore possible de donner des chiffres précis, en proportion de la valeur ajoutée l'excédent brut d'exploitation et, à un moindre degré, l'épargne brute des entreprises non financières, doivent avoir retrouvé en 1986 des niveaux proches de ceux d'avant le premier choc pétrolier. Les entreprises ont donc pu continuer à améliorer sensiblement leur structure de bilan

*

* *

L'année 1987 débute dans des conditions difficiles. Il importe cependant de bien discerner ce qui correspond à une phase d'ajustement et ce que sont les tendances sous-jacentes qui devraient peu à peu l'emporter.

Les prix de détail vont vraisemblablement atteindre un pic en janvier pour ce qui est de la hausse de l'indice mensuel, et un à deux mois plus tard pour ce qui est du glissement annuel. Les causes de cette évolution sont connues : hausse du prix du pétrole, c'est-à-dire inversion du facteur, qui, à lui seul, avait contribué pour 60% au ralentissement de la hausse des prix en 1986 (à quoi s'ajoute le retour au calendrier habituel de hausse de la TIPP) ; effet de la libération désormais quasi totale des prix des services, dont il est encore difficile d'appréhender l'ampleur du fait qu'un tel mouvement a peu de précédent et que les secteurs les plus sensibles ont été libérés les derniers.

Au terme du premier trimestre, la hausse de l'indice depuis le début de l'année pourrait donc être d'environ 1,4%. Faut-il pour autant penser que la phase de désinflation poursuivie depuis 1982 est terminée ? On a jugé ici vraisemblable que l'ensemble des agents économiques considérera qu'il s'agit d'une perturbation transitoire: la modération des hausses de salaires ne serait pas remise en cause ; producteurs et distributeurs, après avoir reconstitué leurs marges de la mi-1985 au début de 1987, répercuteraient ensuite le ralentissement de leurs coûts ; celui-ci serait par ailleurs favorisé à partir du printemps par un effrètement du prix mondial du pétrole qui, selon nos hypothèses, passerait de 18 à 16 \$/baril sous la pression d'une offre difficile à maîtriser et d'une demande saisonnière en retrait. Aussi, la hausse des prix reviendrait, dès le deuxième trimestre, à un rythme annuel de 2%.

Le pouvoir d'achat des ménages va pâtir de cette accélération des prix au premier trimestre, et il ne devrait pratiquement pas augmenter au premier semestre. Comme au second semestre 1986, la consommation sera donc peu active, encore qu'elle bénéficiera transitoirement des gains de pouvoir d'achat en fin d'année 1986 dus à la baisse des impôts et à l'accroissement des prestations sociales ; mais ces gains serviront essentiellement à financer la surconsommation d'énergie due au froid de ce premier trimestre.

Les entreprises vont, au cours des mois prochains, mesurer dans leurs bilans l'importance de leurs profits en 1986. On fait ici l'hypothèse que cela les conduira à modérer la progression de leurs marges et à mettre en oeuvre progressivement les investissements qu'elles prévoient de faire en 1987 : la demande intérieure finale hors stocks devrait alors retrouver un rythme de croissance positif après deux trimestres de repli. Une baisse de la production manufacturière paraît cependant inévitable au premier trimestre afin de réduire le stockage trop important effectué au second semestre 1986 ; mais dès le deuxième trimestre, elle pourrait se remettre à croître, à un rythme modéré.

La demande extérieure ne devrait retrouver un rythme de croissance trimestriel soutenu (+1%) qu'à partir du printemps. Après un tout début d'année perturbé par le froid et des mouvements sociaux, les exportations françaises pourraient cependant repartir au premier trimestre, en partie pour compenser leur retrait, peut-être excessif, du quatrième trimestre, et aussi parce que les exportateurs devraient tirer parti des modifications de parité au sein du SME, dont les effets progressifs sur le change améliorent leur compétitivité-prix en Europe, et particulièrement en Allemagne. En raison du ralentissement de la demande intérieure, les importations françaises de produits manufacturés continueraient à se replier au premier trimestre, mais retrouveraient au deuxième une croissance compatible avec celle de la demande (2% et 1% respectivement). Au premier semestre 1987 le solde manufacturé s'améliorerait d'un peu moins d'un milliard par mois par rapport au second semestre 1986. Cependant, malgré le ralentissement de la facture gazière, le solde énergétique se dégraderait du fait de la hausse du prix du pétrole et du léger accroissement des tonnages importés. Au total, sur le premier semestre, les soldes mensuels FAB-FAB douaniers seraient voisins de l'équilibre.

Ainsi, après une difficile transition en début d'année, l'économie française retrouvera à la fin du premier semestre 1987 des perspectives de croissance peu inflationniste, mais peu vigoureuse. La baisse du prix du pétrole et du dollar en 1986 aura favorisé la désinflation tout en permettant aux ménages de consommer davantage et aux entreprises de redresser leur situation financière. Ce redressement autorise désormais un développement de la capacité d'offre des entreprises afin de gagner des parts de marché. De ce comportement plus offensif dépend la possibilité de faire face à une concurrence internationale plus rude, et donc l'amélioration de l'emploi.

Produits manufacturés : estimation de l'équilibre résumé ressources-emplois (Volumes aux prix de 1970)											
		Evolutions %									
1985 MA	1986 MA		85.3	85.4	86.1	86.2	86.3	86.4	87.1	87.2	
0,5	2,1	Production distribuée	1,4	-0,1	-1,2	2,1	1,0	0,3	-1,0	0,5	
6,4	8,5	Importations	6,1	-1,7	-0,2	8,2	2,7	-2,7	-0,4	2,1	
1,4	0,3	Exportations	0,4	-1,3	-1,0	1,9	2,3	-2,0	1,3	1,0	
2,8	5,4	Consommation des ménages	1,5	1,5	1,4	2,5	0,4	-0,8	0,4	-0,2	
6,4	7,2	FBCF totale	5,3	2,0	-0,6	8,4	-4,4	-1,1	1,5	4,5	
5,4	7,6	dont SQS-EI	5,7	1,5	-0,4	9,1	-5,0	-1,0	1,5	4,5	
3,7	5,9	Demande intérieure finale hors stocks ...	2,8	1,4	0,7	4,3	-1,2	-0,8	0,7	1,4	
5,3	14,0	Variations de stocks (en milliards de F 70)	3,0	1,5	1,0	3,2	5,0	4,8	2,5	2,6	

Produits petroliers(cours a Rotterdam)

